



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 71 - vendredi 23 mars 2012

Dans ce numéro :

« *Et si la crise était finie ?* » ou le bluff de ceux qui l'aggravent

« *Les indices financiers au plus haut de l'année : et si la crise était finie ?* » titrait *La Tribune* du 14 mars...

Depuis une dizaine de jours, les Bourses connaissent en effet une hausse continue, au point que la baisse de 60 % subie par le CAC40 entre début juin et fin octobre 2011 est pratiquement effacée. Il en est de même sur les autres places boursières, en particulier à New York.

Cette situation ne doit rien au hasard. Elle est le résultat d'une nouvelle offensive des États pour relancer la machine financière, la gaver de milliards afin que les armées de traders au service des banques, les boursicoteurs de tout poil puissent reprendre leurs activités, au frais des populations et des travailleurs.

A cet égard, l'accord passé le 8 mars dernier entre le gouvernement grec et ses créanciers privés (banques, assurances, fonds d'investissements) sur la décote de la dette est significatif. Les banques auraient accepté, pour mettre un terme à la crise, d'effacer 107 milliards d'euros de la dette grecque, ce qui constituerait une perte de 53,5 %...

C'est de la poudre aux yeux !

En réalité, le montage financier mis en place pour réaliser la décote cache une arnaque, basée sur la différence entre la *valeur nominale* des titres - ce qu'ils valent au moment de l'émission de la dette - et ce qu'ils valent sur le marché secondaire, à la Bourse, au gré des transactions financières, de la spéculation. La crainte des détenteurs des titres de dette grecque de tout perdre en cas de faillite du pays les avait fait chuter jusqu'à 15 à 30 % de leur valeur nominale, avec impossibilité pour leurs détenteurs de s'en débarrasser. Ainsi, lorsque les banques échangent un titre de valeur nominale 100 euros contre un nouveau titre de valeur nominale 46,5 euros, comme prévu dans l'accord, ils se débarrassent en fait d'un titre qui ne s'échangeait sur le marché secondaire qu'entre 15 et 30 euros. Ils récupèrent donc en échange un nouveau titre de valeur effective bien supérieure, et d'autant plus sûr qu'une des conditions exigées par la troïka pour accorder au même moment son nouveau prêt de 130 milliards à la Grèce était que cet argent lui serve à payer ses dettes...

Voilà le véritable sens du « sacrifice » consenti par les banques : une perte « virtuelle »... qui se traduit par des gains bien réels. Et une manifestation concrète du soutien indéfectible de la troïka (UE, BCE, FMI) au monde de la finance...

Soutien dans lequel le cadeau fait dans le cadre de la crise grecque n'est d'ailleurs qu'une goutte d'eau à côté de celui fait par la BCE pour « fluidifier » le marché financier. En deux fois, décembre et février, la BCE a ouvert un crédit illimité aux banques et ce sont pas moins de 1000 milliards d'euros qui ont ainsi été « injectés » dans les circuits financiers. De l'argent emprunté au taux de 1%, que les banques pourront prêter à des taux bien supérieurs.

Voilà la véritable raison de l'euphorie des bourses. Mais de là à penser que la crise est finie, il y a plus qu'une erreur, un mensonge. Car c'est bien cette politique de cadeaux aux financiers et aux riches qui en est la cause et le mécanisme.

La crise de la dette en Grèce n'est en rien réglée, pas plus que celle de l'Europe dans son ensemble, pas plus que la crise globale, mondialisée, dont elle n'est qu'un aspect. Le « cadeau » de 107 milliards fait à la Grèce s'accompagne d'un nouvel endettement de 130 milliards vis-à-vis des fonds européens, sans oublier ceux venant du FMI. Le FMI et les fonds européens sont devenus « prêteurs en dernier ressort »... pour assurer aux créanciers privés qu'ils toucheront bien leurs profits financiers.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Cela réjouit bien évidemment les marchés financiers. Mais il en résulte une aggravation de l'endettement du pays, que les dirigeants européens entendent bien financer en imposant à la population grecque toujours plus de sacrifices qui contribuent en retour, en diminuant massivement son pouvoir d'achat, à accentuer la récession et les déficits publics.

Au delà de la Grèce, c'est l'ensemble des pays européens qui est soumis à la même politique, avec les mêmes conséquences sociales et économiques.

Et alors que, du fait de la crise et des politiques d'austérité, l'économie européenne s'enfonce dans la récession, que les travailleurs sont soumis au chômage et à la misère, les centaines de milliards injectés dans la finance privée sont à nouveau engloutis dans la machine à créer de la dette, dans la spéculation : « *Compte tenu des liquidités injectées par la banque centrale européenne, les établissements bancaires ont recommencé à prêter aux entreprises mais elles ont aussi pu réinjecter des capitaux dans les rouages des marchés financiers.* », écrivait *La Tribune* dans l'article cité...

La politique de la troïka contribue bien évidemment à sauver, à mettre à l'abri du risque d'effondrement financier tout ce qui peut l'être en termes de capitaux et d'intérêts : mission accomplie avec le tour de passe-passe des 53,5 % de décote de la dette grecque par les banques... Mais bien plus que cet aspect immédiatement sonnant et trébuchant, il s'agit de sauver l'essentiel : relancer « *les rouages des marchés financiers* », maintenir en état de marche la machine à siphonner les richesses collectives que constitue le mécanisme de la dette et se donner les moyens de l'alimenter par leur politique permanente de régression sociale.

La dette publique, institution d'État au service de la finance privée

La dette publique nous est présentée par les gouvernements comme une sorte de fatalité, le fruit de circonstances qui font que, les recettes de l'État étant inférieures aux dépenses, il n'y aurait pas d'autre solution que l'endettement, et donc, pour y faire face, la réduction des déficits par une politique d'austérité...

Derrière ce raisonnement de « bon sens » se cache une autre réalité, que Marx décrivait ainsi dans *le Capital* : « *La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste* ». «... *d'un coup de baguette, elle dote l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit en capital sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.* ».

De fait, ce mécanisme est aussi vieux que le système capitaliste. C'est une institution étatique qui assure un flux continu de richesses venant des couches les plus populaires, travailleurs salariés et indépendants, collectées par le biais de la fiscalité et dirigées vers le monde de la finance sous la forme des intérêts de la dette publique.

La préoccupation essentielle des possesseurs de capitaux est d'assurer à ces derniers une rotation « *reproductive* », autrement dit pouvoir les investir pour en tirer un profit : investissements productifs, tirant leur profit de l'extorsion de la plus-value apportée par le travail salarié ; investissements commerciaux, tirant leur bénéfice de la vente de marchandises achetées moins cher ; investissements de crédit, tirant leur profit des intérêts de prêts...

Seuls les investissements productifs produisent des richesses nouvelles, la valeur ajoutée apportée par le travail humain. Les autres types d'investissements consistent en fait en une répartition, entre capitalistes, du profit tiré du travail (bénéfices des investissements commerciaux, intérêts des prêts aux entreprises) ou encore, comme c'est le cas des prêts publics et privés, de la récupération d'une part des revenus des travailleurs.

L'exploitation salariale ponctionne ses profits sur la valeur-ajoutée par le travail. Une part de ces profits s'en va dans les circuits financiers sous forme d'intérêts et de dividendes des investissements industriels. L'autre partie de la valeur-ajoutée, qui va aux travailleurs sous forme de salaire, est à son tour ponctionnée par l'État au moyen des impôts et des taxes et alimente les intérêts versés aux créanciers. Mais alors que la part des profits tirée de l'exploitation salariale est soumise aux aléas de la concurrence, freinée par la récession, la part de richesses captée par le biais de la dette publique est stable - à l'abri des « *troubles inséparables de [l'] emploi industriel* », placée sous la garantie de l'État.

C'est pourquoi le mécanisme d'extorsion que constitue la dette publique prend des proportions démesurées au fur et à mesure que, du fait de la crise et de l'austérité, les marchandises qui inondent les marchés de biens et de services trouvent de moins en moins preneur, que la récession s'installe, que se révèle la crise de surproduction chronique qui touche l'ensemble de l'économie mondiale. De plus en plus de capitaux, démultipliés par la spéculation, cherchent refuge dans la dette publique faute de trouver à s'investir de façon suffisamment rentable dans les activités productives. Ils le font avec la garantie des États qui se chargent de la collecte de l'argent nécessaire au remboursement du capital et des intérêts dans la poche des contribuables.

La crise de la dette qui frappe l'Europe est la conséquence de cette fuite en avant. Alors que la crise économique s'accroît, la béquille de la dette publique comme mécanisme de soutien aux profits est toujours plus indispensable... et contribue en retour à aggraver la récession.

Ce soutien de l'État aux sommets de la bourgeoisie s'accompagne, logiquement, d'une politique fiscale particulièrement inique. Avec la crise, on a pu voir que cadeaux fiscaux aux plus riches et aggravation de l'endettement ont suivi des développements parallèles, au point que pour la France le montant de ces cadeaux -estimé par des syndicats des salariés

du ministère des finances- est équivalent aux déficits publics. Ce double cadeau aux plus riches - ce sont eux qui empochent les intérêts des capitaux placés dans les emprunts publics et sont en même temps dispensés de contribuer à rembourser cette dette grâce à une fiscalité sur mesure- est bien dans la logique de la politique de classe des gouvernements.

Mais la suppression de ces cadeaux fiscaux, si elle permettrait d'équilibrer le budget, du moins pour un temps, et d'introduire un minimum de justice fiscale, ne réglerait en rien la question de la dette qui continuerait à assurer un flux continue de richesses des poches des travailleurs vers les coffres des banques et de leurs actionnaires. Il n'est d'ailleurs pas exclu que, face à une aggravation de la crise politique et sociale, les « riches » et leurs États doivent accepter un rééquilibrage de la fiscalité pour sauver l'essentiel : le mécanisme de la dette publique.

C'est bien pourquoi, au-delà de la revendication tout à fait légitime que soit mis fin au scandale de la politique fiscale dont bénéficient les classes dominantes, c'est au mécanisme d'extorsion lui-même qu'il faut s'en prendre pour mettre fin à la spirale de la crise.

La campagne démarrée il y a quelques mois pour un audit de la dette publique pose la question de la « légitimité » de cette dette. Mais elle le fait essentiellement du point de vue des emprunteurs, que ceux-ci soient l'État, les collectivités locales de tout niveau, ou encore certains services publics comme les hôpitaux. Cette approche pose la question de la démocratie, du contrôle que doit pouvoir exercer la population concernée sur les priorités accordées à telle ou telle dépense par rapport à telle autre, sur l'opportunité ou pas d'engager tel emprunt, sur les conditions (intérêts, durée, auprès de quel type de créancier...) auquel tel emprunt est émis... On ne peut que s'associer à cet objectif, qui constitue d'ailleurs le fond de la politique que défendent les éluEs NPA dans les conseils municipaux.

Une autre approche, complémentaire, est indispensable : celle de la légitimité des créanciers privés à exiger le remboursement du capital et des intérêts, celle des États à nous y contraindre. La réponse est contenue plus haut : la dette publique est un élément central de l'exploitation des classes laborieuses par la bourgeoisie financière, d'autant plus importante pour ces derniers que les investissements productifs sont en panne. De ce fait, l'argent qu'ils prêtent, pour lequel ils exigent des intérêts, c'est de l'argent qu'ils nous ont extorqué, des richesses collectives dont ils se sont emparés. Non seulement cela, mais l'aggravation de la charge de la dette sur les États devient à son tour un facteur d'aggravation de la récession, avec son cortège de fermetures d'entreprises, de licenciements, de chômage qui viennent s'ajouter aux reculs sociaux imposés par les politiques d'austérité destinées à assurer le paiement de la charge de la dette, c'est-à-dire les profits des actionnaires. C'est un cercle vicieux dont les capitalistes et leurs gouvernements, dans leur course incessante au profit, sont incapables de sortir.

La réponse viendra nécessairement d'ailleurs, de l'intervention des peuples et des travailleurs pour mettre un terme à la course à l'austérité et imposer leurs propres solutions sociales, financières, démocratiques à la crise.

La réponse sociale, financière et démocratique des travailleurs

Depuis le déclenchement de la crise européenne de la dette, début 2010, les manifestations, les grèves générales se sont succédées en Grèce, en Espagne, au Portugal... Hier jeudi 22, au Portugal, les travailleurs se sont de nouveau mis en grève et ont manifesté contre la mise en place par le gouvernement d'un nouveau train de mesures visant à « *assouplir le marché du travail en matière d'horaires et de licenciements, supprimer des jours fériés et des jours de congés* »...

Un peu partout, comme actuellement à Florange, des travailleurs s'opposent de toutes leurs forces à la fermeture de leur entreprise, associant clairement à leur combat pour conserver leur emploi la dénonciation de la dictature financière, du droit des patrons à disposer de leur fric comme ils l'entendent, et la duplicité du pouvoir politique qui ne se dit solidaire que pour mieux les tromper.

C'est le reflet dans les consciences d'une réalité qui s'impose : l'aggravation de la situation sociale est indissociablement liée à la dictature qu'exercent les marchés financiers sur la société et à la politique des gouvernements à leur service.

Les luttes et le contenu qu'elles prennent mettent ainsi en évidence aussi bien le fait que les trois aspects social, financier et démocratique du combat contre la politique des gouvernements sont indissociables, que les moyens d'y mettre un terme, par la mobilisation sociale, la convergence des luttes des « 99 % » contre le pouvoir financier et politique des classes dominantes pour la construction d'autres rapports sociaux qui assurent à chacun les moyens de vivre dignement.

Le succès que rencontre la campagne du Front de Gauche et de Mélenchon est l'expression d'une même évolution des consciences, d'une mobilisation politique de plus en plus importante contre la politique d'austérité, contre la dictature des marchés, pour une autre démocratie. Mais le Front de Gauche, en se plaçant délibérément sur le terrain du respect des « *règles républicaines* », en se plaçant en permanence sur le terrain d'un « *intérêt national* » dont devrait bénéficier le « *peuple* », entretient l'illusion qu'il serait possible de changer les institutions de l'intérieur, en « *votant bien* », pour un « *gouvernement vraiment à gauche* ». Et, à défaut, qu'il serait possible, si le pourcentage des voix recueillies par Mélenchon était suffisant, de pousser à gauche la politique du PS... C'est avec ce même raisonnement que le PC a perdu au fil de ses trente années de prétendue « *pression à gauche* » sur le PS - en fait, d'alignement sur sa politique, qu'il participe au

gouvernement ou pas - l'essentiel de son électorat sans pour autant empêcher le PS de mener avec fidélité et zèle la politique libérale de la grande bourgeoisie financière européenne. Laisser croire qu'il pourrait en être autrement est un leurre, c'est conduire à une impasse, et c'est bien pourquoi cette façon de Mélenchon de mettre en avant ses convictions républicaines, tout comme sa référence omniprésente à la nation n'a rien d'un aspect secondaire. Vieux renard de la politique, ancien ministre de Jospin-Chirac et assumant leur politique, fan de Mitterrand, Mélenchon surfe certes sur la vague de la contestation sociale, mais il y a fort à craindre que ce ne soit que pour mieux tenter de l'endiguer...

La question démocratique exige une toute autre réponse, qu'il nous faut formuler à travers la campagne de la présidentielle, avec notre candidat Philippe Poutou. Laquelle campagne bénéficie d'ailleurs d'une sympathie incontestable, expression elle aussi de l'évolution des consciences, reflet de l'évolution de la situation politique et sociale.

Le programme autour duquel elle se déroule n'a rien d'une liste de revendications tirées de notre chapeau. Il cherche au contraire à exprimer ce qui découle « naturellement » de la réalité de la situation économique, sociale et politique, telle qu'elle se traduit justement dans les luttes, dans l'évolution de la conscience de classe. Il met en avant l'aspect indissociable des trois questions sociales, financières et démocratiques. Et loin d'entretenir l'illusion qu'un « bon » gouvernement pourrait changer les choses dans le cadre des élections, il met en avant l'idée que les véritables changements ne pourront venir que de notre mobilisation, de la convergence de nos luttes ; du fait que les travailleurs, les classes populaires décident de prendre les choses en main, collectivement, pour imposer leurs propres exigences.

La première des urgences est bien évidemment de mettre un coup d'arrêt aux politiques d'austérité et aux conséquences sociales de la crise, par l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre touTEs ; des salaires, des retraites, des revenus en général permettant à chacun de vivre dignement ; la fin de la casse des services publics et des systèmes de retraite et de protection sociale...

Mais il faut mettre aussi un terme aux causes mêmes de cette politique de régression sociale, une politique de classe qui justifie ses attaques par la nécessité de payer la dette, de combattre les déficits. La première des mesures est de cesser de payer les remboursements de la dette, capital et intérêts. Cela permettrait de dégager immédiatement l'argent nécessaire à financer les mesures sociales les plus urgentes.

Mais cela ne suffit pas. Mettre fin à la dictature des marchés financiers passe nécessairement par leur disparition pure et simple, autrement dit par la socialisation de l'ensemble des institutions financières privées. Cela suppose l'expropriation de leurs grands actionnaires sans indemnité ni rachat et la constitution d'un pôle public financier placé sous le contrôle démocratique de ses employés et de la population. C'est le seul moyen possible de mettre fin au gâchis que représentent les jeux de casino de la spéculation financière, et d'assurer le financement des activités économiques, privées comme publiques, nécessaires à la satisfaction des besoins de la population. Besoins qu'il n'est possible d'évaluer et de satisfaire qu'en s'émancipant des « lois » du marché et de la concurrence, en établissant une planification économique de la production ; planification « écologique », cela va sans dire, car un des besoins vitaux de l'humanité est bien celui de sa survie dans une nature rendue malade par les agressions de la course effrénée au profit...

La prise de contrôle politique de la société par les classes laborieuses en lutte est tout aussi indissociable de ces mesures d'urgence sociales et financières que l'est la politique des gouvernements actuels des intérêts des classes dominantes. Et c'est à travers les mêmes luttes que s'imposeront aussi bien les mesures sociales, financières et économiques que la mise en place d'un nouveau pouvoir, démocratique, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)